

CANTONALES, Dernier rendez-vous électoral avant 2012



N° 606
DU 19 AU 25 MARS
1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél.: 01 45 56 77 52 - Fax: 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION • David Assouline
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat
• JOURNALISTE RÉDACTRICE Charlotte
Collonge (76 58) • PHOTO Philippe
Grangeaud (76 00) • MAQUETTE Florent
Chagnon (79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION
PGE (94) Saint-Mandé • N° DE COMMISSION
PARITAIRE : 0114P11223 • ISSN 127786772
"L'Hebdo des socialistes" est édité par
Solfé Communications, tiré
à 25 200 exemplaires

À quelques jours du premier tour des élections cantonales, dimanche 20 mars, le Bureau national du Parti socialiste lance un appel aux électeurs pour qu'ils participent massivement à ce rendez-vous démocratique. L'enjeu de cette élection est d'abord local : nos candidats portent des projets permettant de protéger les territoires et leurs habitants et préparer l'avenir.

Les candidats socialistes s'engagent pour :

- **agir** pour l'économie au service de l'emploi et de la formation professionnelle, en partenariat avec les régions ;
- **protéger** les citoyens et dynamiser les territoires par la mise en place d'un bouclier territorial permettant de rétablir le principe républicain d'égalité des citoyens sur l'ensemble du territoire national ;
- **accompagner** pour garantir l'éducation, la formation et l'autonomie à chaque étape de la vie ;
- **garantir** la justice sociale pour que les femmes et les hommes soient au cœur de notre société.

Les élections cantonales des 20 et 27 mars, c'est aussi la dernière fois avant l'élection présidentielle de 2012 que les Français auront la possibilité de dire par leur vote qu'ils :

- rejettent la politique de Nicolas Sarkozy et de ses soutiens de l'UMP ;
- veulent une France forte économiquement et dont la voix pèse à nouveau dans le monde ;
- veulent pour la France plus de justice sociale et des services publics proches d'eux ;
- veulent défendre la République et ses valeurs, « liberté, égalité, fraternité, laïcité », sur tous les territoires ;
- refusent l'abaissement national qui stigmatise et divise au lieu de rassembler.

Dès le premier tour des cantonales, dimanche 20 mars, le vote en faveur des candidats socialistes, par sa détermination et sa clarté, sera le premier signal d'une volonté de redressement de notre pays. Tel est le sens de l'appel lancé aux Français.

L'AGENDA

26 mars

► Rencontre

« Quel projet pour la francophonie ? »
au siège du PS, de 10h à 19h

20 et 27 mars

► **Élections cantonales**

30 mars

► Rendez-vous

Entretiens de Solférino, invité
André Brahic, astro-physicien.
Renseignements :
01 45 56 76 13 ou
formation@parti-socialiste.fr





Bureau national

Conséquences de la catastrophe au Japon

Le Parti socialiste exprime sa solidarité avec le peuple japonais, qui subit les conséquences dramatiques de trois catastrophes - un séisme, un tsunami et une catastrophe nucléaire de grande ampleur qui est encore en cours. Alors que les dégâts matériels et les pertes humaines sont immenses, la priorité doit être d'apporter au Japon toute l'aide et le soutien nécessaires. Nous saluons le courage et parfois le sacrifice du personnel qui travaille dans les centrales et tente de maîtriser la situation et de circonscrire la catastrophe, ainsi que des secouristes qui viennent en aide à la population. Tout accident nucléaire est grave et les conséquences sanitaires et environnementales de celui de Fukushima sont d'ores et déjà dramatiques. Il conduit la France dont la production électrique est à 75 % dépendante du nucléaire à s'interroger à la fois sur la sécurité de ses installations, sur la transparence de l'information livrée au citoyen et sur son avenir énergétique.

Sécurité, transparence et maîtrise publique

Nous demandons et veillerons à ce qu'il soit effectivement procédé, sous le contrôle du Parlement, à un audit approfondi et exhaustif du parc nucléaire, associant une pluralité de points de vue et indiquant tout à la fois les risques naturels évolutifs (état sismique, inondations, canicules, état de la ressource en eau), la vétusté, la maintenance de chaque réacteur. Tout danger avéré pour la sécurité des populations devra entraîner l'interruption de l'activité. Avec 58 réacteurs nucléaires en activité, certains vieux de plus de 30 ans, la priorité absolue doit être donnée à la sécurité. La France connaît aussi des incidents nucléaires à propos desquels nous avons régulièrement dénoncé le manque de transparence. De même avons nous demandé en novembre 2009 que les raisons de la mise à l'arrêt de 18 des réacteurs soient rendues

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

1516

REPORTAGE CANTONALES

C'est le nombre de candidats qui se présenteront sous les couleurs du PS au premier tour des élections cantonales le 20 mars, dans les 2 026 cantons renouvelables. En tout, ils seront 10 361 candidats à se présenter dimanche devant les électeurs. Pour tout savoir sur les cantonales : parti-socialiste.fr/cantonales

Promouvoir le bouclier social

En déplacement dans la Loire et dans le Rhône pour soutenir les candidats aux élections cantonales, Martine Aubry a eu l'occasion de saluer « le renouvellement urbain » dont la ville de Saint-Étienne était l'objet. Jean-Claude Bertrand, conseiller général sortant a souligné « l'engagement financier du Conseil général pour la politique de la ville en dépit du retrait de l'État ». La Première secrétaire a évoqué son dynamisme, « son pôle de compétitivité design et mécanique » et la politique d'accompagnement des jeunes pour lutter contre le chômage. Autre point fort du projet socialiste dans le département : la gestion de la dépendance. « Le développement d'une société se mesure à la façon dont sont traités nos aînés, le Conseil général propose

de les accompagner en leur laissant le choix de leur lieu de vie », a-t-elle assuré. Sur ce sujet notamment, Martine Aubry a évoqué l'urgence de la situation : « on ne peut pas attendre 2012, il faut dès maintenant renforcer ce bouclier social qu'est le département ».

À Lyon dans le canton du maire du 4^e arrondissement et conseiller général, Dominique Bolliet, Martine Aubry a été accueillie par un grand nombre de militants PS. Auparavant, à Meyzieu, la Première secrétaire a battu le pavé en compagnie d'un aréopage de candidates parmi lesquelles Odette Garbrecht, Hélène Geoffroy (Vaulx-en-Velin), Cécile Michaux (Lyon 6^e), Brigitte Jannot (Givors), à la rencontre des commerçants et habitants de la ville. Face

aux militants, Martine Aubry a ensuite détaillé quelques-unes des propositions du PS sur l'emploi et le logement : l'encadrement des loyers à la relocation, la diminution des avantages fiscaux accordés aux plus riches et rappelé que les « 4,5 milliards d'euros liés à la suppression de l'ISF voulue par le gouvernement correspondent à la création de 350 000 emplois jeunes ». « Dans la majorité on ne veut pas parler des cantonales parce qu'on a peur de faire face à la population qui attend des réponses concrètes », a martelé Odette Garbrecht. Face à « un UMP qui se cache, qui n'assume pas le bilan de son président », Martine Aubry a affirmé voir dans l'échéance à venir : « un vrai test du refus de cette politique qui casse le modèle social français ».

REPORTAGE

La solution du département

On ignore d'où il vient, on sait juste qu'il vit, depuis dix ans, dans la communauté Emmaüs de Lescar, près de Pau, la plus grande de France. Le truc d'Étienne, ce sont les télévisions. Il a appris sur le tard, mais il sait de quoi il parle. Il a connu la communauté avec des mobil-homes, « aujourd'hui on construit des maisons écologiques en dur », explique-t-il, des rouges briques, des bleus, certaines même en torchis, « ce n'est pas rien pour nous d'avoir un toit sur la tête ». La communauté est devenue un quartier de Lescar, organisée et vivante avec ses familles, sa ferme bientôt. Alors quand Martine Aubry, en déplacement dans les Pyrénées-Atlantiques pour soutenir les candidats aux cantonales, visite la communauté, forcément, « ça crée un surplus d'animation »,

s'amuse Étienne. « C'est à nous de faire le monde que nous voulons », indique le message d'entrée dans la salle commune, un message qui correspond bien à l'humeur de la journée, volontaire et décidée pour faire basculer définitivement le département à gauche. En 2008, le président Jean Castaings (UMP) a été élu au bénéfice de l'âge. Une bizarrerie que Georges Labazée, tête de file du PS dans le département, Christiane Mariette et Stéphanie Maza, candidates à Lescar et Pau Centre, entendent bien corriger. Dans les Pyrénées-Atlantiques, les candidats de l'UMP apparaissent sous la mention Force 64, Georges Labazée fait tomber les masques : « Il y a un lien indissociable entre l'échelon local et le national, rien ne sert d'avoir le plus beau programme d'investissements

pour les collègues si on doit rendre des dizaines de postes d'enseignants au ministère de l'Éducation nationale. » Dans un département à la fois rural et citadin, les conseillers généraux sont des boucliers sociaux, « ils accompagnent ceux qui en ont le plus besoin, rappelle la Première secrétaire du PS, or ceux qui nous gouvernent ont servi d'abord ceux qui ont déjà tout ». Après Pau, Martine Aubry s'est rendue à Tarbes, dans les Hautes-Pyrénées, pour rappeler que « les cantonales sont une élection majeure » et souligner que « la plupart des Français ne peuvent pas attendre 2012 » pour voir leurs problèmes résolus. Dès les 20 et 27 mars, des solutions peuvent être apportées.

► Retrouvez la campagne Cantonales sur parti-socialiste.fr/cantonales



Rompre avec le malaise de la justice

Plus de 300 personnes ont assisté au Forum des idées, « Pour une justice respectée, indépendante, efficace et protectrice » présidé par Elisabeth Guigou et ont pris note des propositions du PS avancées par Marie-Pierre de la Gontrie, rapporteure du Forum.

1^{ère} table-ronde : « Justice et citoyens »

La Première secrétaire du PS a tout d'abord souligné que « la justice n'avait plus ni les moyens, ni la considération nécessaires pour remplir ses missions ». Ce constat est venu animer les débats de la première table-ronde. Martine Aubry est ainsi revenue sur « l'exceptionnel mouvement de contestation » qui avait agité le monde judiciaire ces derniers mois. « En 60 ans, je n'ai jamais vu pareil malaise chez les magistrats et pareil doute chez les justiciables » a confirmé Robert Badinter, également présent. Une situation largement commentée par les différents intervenants. « Il faut redonner confiance aux acteurs de la justice que le pouvoir actuel a monté les uns contre les autres engendrant une réelle confusion », a affirmé Jean-Pierre Rosenczweig, président du tribunal pour enfants de Bobigny. « Le pouvoir exécutif s'assure le contrôle du parquet qui domine le système judiciaire », a déclaré Elisabeth Guigou. La présidente du Forum s'est engagée à « une rupture radicale avec la politisation de la justice en cours depuis 2002 ».

Outre la question des moyens, tous ont évoqué le problème de la surpopulation carcérale. « Avoir placé la peine d'emprisonnement au centre des sanctions est une régression en matière pénale », a lancé Ludovic Fossey, secrétaire général de l'Association nationale des juges d'application des peines qui a plaidé pour d'autres alternatives et pour une « évaluation des réformes mises en place ». « La prison peut être un lieu de réinsertion, a soutenu Fabrice Dorions, référent national des travailleurs sociaux à la CGT pénitentiaire, à condition de mieux accompagner en individualisant les peines. » Auparavant, Robert Badinter avait appelé le PS à se saisir de la condition pénitentiaire : « il faut que la prison, qui est aujourd'hui une humiliation, une honte pour la République, soit une ardente priorité des socialistes ».

À l'issue de cette première table-ronde, Mireille Delmas-Marty, professeur au Collège de France, « citoyenne inquiète pour la justice » s'est dite « très largement rassurée par les propositions du PS » qu'elle a encouragé à « suivre la boussole de ses valeurs ».

2^e table-ronde : « La justice, pilier de notre démocratie »

Marc Trévidic, président de l'Association française des magistrats instructeurs, a notamment plaidé pour le respect du personnel judiciaire, « respect qui ne coûte rien et qui fera du bien à tout le monde ». Virginie Duval a en outre appelé au « respect des règles européennes, notamment au niveau de la nomination des membres du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) » et dénoncé les différences de budget de la justice : « En France, il a augmenté de 0,8 % ces dernières années, alors que la hausse est de 17 % en moyenne en Europe. » « Il y a une véritable attente du monde judiciaire, a soutenu Matthieu Bonduelle, secrétaire général du Syndicat de la magistrature, les magistrats attendent une réforme profonde des institutions, le CSM doit pouvoir donner son avis sur le budget de la justice, mener des missions d'inspection indépendantes. »

À l'issue des débats, Marie-Pierre de la Gontrie, Secrétaire nationale aux libertés publiques et à la justice a évoqué quelques-unes des propositions phares du projet socialiste et souhaité que le PS « ne soit pas frileux » sur ses principes : « l'indépendance, l'impartialité, la protection des droits et le respect du justiciable ».

► Retrouvez l'intégralité des propositions du PS pour la justice sur : parti-socialiste.fr



publiques. Cette opacité n'est pas acceptable. Pour être sûr, le nucléaire doit revenir totalement sous maîtrise publique, et la transparence la plus grande doit être assurée. Il est injustifiable que le gouvernement ait classé secret-défense le rapport Roussely sur la nouvelle architecture de la filière nucléaire. Les discours lénifiants et tâtonnants du gouvernement doivent céder la place à une information à la fois précise et accessible. L'indépendance de l'Autorité de sûreté nucléaire doit être renforcée, notamment par une plus grande pluralité de sa composition.

Accélérer et planifier la transition énergétique : sobriété et investissements dans le renouvelable

Au-delà, c'est la question de notre avenir énergétique qui est posée. La production d'électricité en France est trop exclusivement dépendante du nucléaire. Pour nous, la place du nucléaire, qui n'est pas une énergie durable, doit être réduite. Cela ne se fera pas en un jour, mais cela exige une volonté politique affirmée et des engagements budgétaires forts dans deux directions. La survalorisation du nucléaire a conduit à une surconsommation structurelle unique au monde. La maîtrise de la demande, et donc la réduction de la consommation, est la première exigence. Elle doit être accompagnée par des investissements massifs dans les énergies renouvelables dont le potentiel est considérable. Il est donc impératif de rééquilibrer le mix énergétique et de travailler à augmenter la place des énergies propres et sûres dans notre production. Le gouvernement a fait les choix inverses, en tuant dans l'œuf les filières du renouvelable au profit du « tout nucléaire ».

En France, le nucléaire n'est pas qu'une source d'énergie, il est aussi une filière industrielle performante. L'expérience, le savoir-faire et nos grandes entreprises sont un atout pour réorienter nos industries vers les filières du renouvelable, le traitement des déchets et le démantèlement des centrales nucléaires. On peut sereinement aborder les deux enjeux en optimisant nos compétences industrielles. Le débat sur la transition énergétique et la politique industrielle de la France doit avoir lieu et trouvera sa conclusion dans les choix démocratiques qui seront proposés aux Français en 2012.



ET SI ON PARLAIT DES ÉLECTIONS CANTONALES ENTRE VOISINS ?

Bonjour,

Les 20 et 27 mars prochains auront lieu les élections cantonales.

J'habite près de chez vous et j'ai décidé de soutenir la campagne des socialistes.

Voter socialiste, c'est voter pour des élu-e-s de terrain qui agiront pour que les services publics essentiels soient préservés et accessibles sur tous les territoires (santé, Pôle emploi, La Poste, administrations, police ou gendarmerie, etc.). Nous mettrons en place un véritable bouclier territorial pour lutter contre la désertification des services publics.

N'hésitez pas à me contacter si vous voulez discuter de nos propositions ou si vous avez des questions.

À très bientôt !

Quatre priorités pour nos départements

1 Pour construire ensemble le « bien vieillir » et lutter contre la dépendance

nous proposons un pack autonomie permettant le maintien à domicile dans de bonnes conditions des personnes âgées qui le souhaitent.

2 Pour l'éducation et la réussite de nos enfants

nous proposons la réhabilitation et la construction de collèges dotés d'équipements modernes, la généralisation des tarifs solidaires et/ou dégressifs des cantines et des transports scolaires en fonction du quotient familial.

3 Pour garantir à toutes et à tous l'accès à la santé dans de bonnes conditions

nous généraliserons l'ouverture de maisons de santé pluridisciplinaires regroupant des professionnels de santé, accessibles à tous dans des conditions de service public et des tarifs conventionnés.

4 Pour l'emploi

nous soutiendrons les projets d'entreprises ou de développement des PME en développant l'accès au microcrédit social personnel ou professionnel et les prêts d'honneur départementaux.

**Vous voulez en savoir plus ? Vous avez des questions ?
Vous pouvez me contacter :**

Pour contacter le PS : 10, rue de Solférino - 75333 Paris cedex 07 - Tél. 01 45 56 77 00 - parti-socialiste.fr



Installez une application de reconnaissance de code barre sur votre Smartphone et flashez le code ci-dessus pour retrouver le dossier Cantoniales du PS.